

3 Avril, 2025

Chère Dina Epale,

Merci de nous avoir écrit, de nous avoir donné l'occasion de parler des priorités des fonctionnaires publiques et de votre communauté et de partager le programme du Parti vert du Canada. Nous apprécions votre plaidoyer.

Veillez trouver notre réponse ci-dessous.

Bien à vous,

Marie Bu Jacobsen
Équipe d'enquête
Parti vert du Canada

1. Protection des services publics et fin des coupes dans le secteur public : Les travailleuses et travailleurs du secteur public jouent un rôle indispensable dans la prestation de services essentiels aux Canadiennes et aux Canadiens, notamment l'administration des programmes sociaux, le soutien aux relations internationales, la réalisation d'importants travaux de recherche et le maintien de la sécurité publique. Un financement adéquat et un bon soutien des effectifs contribuent à la stabilité et à l'efficacité de ces services. Mais les compressions budgétaires et les réaménagements d'effectifs mis en œuvre par les gouvernements compromettent grandement la qualité, l'accessibilité et l'efficacité de ces services. En outre, la réduction des effectifs dans la fonction publique se traduit souvent par une augmentation de la charge de travail, une baisse du moral du personnel et une plus grande instabilité économique, en particulier dans les régions où les emplois gouvernementaux constituent une composante majeure de l'économie locale.

Question : Quelles mesures votre parti mettra-t-il en œuvre pour garantir un financement stable et adéquat des services publics fédéraux, empêcher la suppression d'emplois dans le secteur public et préserver la qualité et l'accessibilité des programmes gouvernementaux essentiels?

Nous protégerons et renforcerons les services publics fédéraux du Canada. Ils fournissent les programmes essentiels sur lesquels les Canadiens comptent, de la santé publique à la résilience climatique et au soutien social. C'est pourquoi nous nous engageons à:

- Nous opposer aux suppressions d'emplois et à la privatisation de la fonction publique fédérale.

- Garantir un financement stable et à long terme des programmes et agences publics.
- Investir dans des salaires équitables et des conditions de travail décentes pour les fonctionnaires.
- Protéger la qualité et l'accessibilité des services pour tous les Canadiens.
- Se concentrer sur le bien public.

Un meilleur financement et un meilleur soutien se traduisent par des services plus solides et des communautés plus sûres.

2. Adoption du télétravail et du travail hybride : La pandémie de Covid-19 a démontré la viabilité et l'efficacité du télétravail et du travail hybride : les travailleuses et travailleurs du secteur public maintiennent des niveaux élevés de productivité et bénéficient d'un équilibre amélioré entre le travail et la vie privée. Bon nombre de fonctionnaires du gouvernement fédéral dépendent de ces régimes de travail souples pour pallier les difficultés posées par leurs responsabilités familiales, leur situation de handicap et leurs déplacements. Par ailleurs, le télétravail favorise la durabilité de l'environnement, accroît les possibilités d'emploi en région et génère des économies de coût pour le gouvernement fédéral. Toutefois, l'incertitude demeure quant à l'avenir des politiques de télétravail à long terme, et des préoccupations se font entendre au sujet d'une mise en œuvre incohérente et d'éventuels reculs dans les ministères.

Question : Quelles politiques et quels engagements précis votre parti mettra-t-il en œuvre pour soutenir, réglementer et accroître les possibilités de télétravail et de travail hybride pour les fonctionnaires du gouvernement fédéral, tout en garantissant la cohérence, l'équité et la justice entre les ministères?

Nous soutenons des politiques équitables, cohérentes et flexibles en matière de travail à distance.

Le travail à distance et le travail hybride permettent de concilier vie professionnelle et vie personnelle. Ils ouvrent des portes aux personnes vivant dans des zones rurales, souffrant d'un handicap ou s'occupant d'un proche. Ils réduisent également les émissions et rendent le gouvernement plus résistant en cas d'urgence.

C'est pourquoi nous protégerons et développerons le travail à distance en:

- Faisant des options à distance et hybrides la norme partout où c'est possible
- Garantissant l'équité et des lignes directrices claires dans tous les départements.
- Donnant aux travailleurs les outils et la formation dont ils ont besoin.
- Rendant le service public plus inclusif et plus accessible.

Nous voulons construire un secteur public moderne, équitable et durable.

3. Promotion de l'équité, de la diversité et de l'inclusion : Un engagement fort et soutenu en faveur de l'équité, de la diversité et de l'inclusion (EDI) est essentiel pour garantir que le secteur public fédéral reflète la diversité de la population canadienne et favorise un lieu de travail exempt de discrimination et d'obstacles systémiques. Les politiques d'EDI jouent un rôle crucial dans la lutte contre les inégalités historiques et structurelles qui touchent les employées et employés racisés, les femmes, les personnes en situation de handicap et les membres de la communauté 2ELGBTQI+. Cependant, ces initiatives se sont heurtées à une opposition politique, et les efforts visant à promouvoir l'EDI ont suscité des réticences dans certains secteurs. Le maintien et le renforcement des politiques d'EDI sont indispensables pour promouvoir l'équité, la diversité et l'inclusion dans la fonction publique fédérale.

Question : Quelles mesures votre parti prendra-t-il pour protéger, améliorer et institutionnaliser les politiques d'EDI dans le secteur public fédéral afin de garantir leur pérennité et leur efficacité réelle?

Nous soutenons des politiques d'EDI fortes et durables dans le secteur public fédéral.

La diversité, l'équité et l'inclusion rendent le service public plus fort, plus juste et plus réactif.

Nous nous engageons à

- Développer et protéger les programmes d'EDI dans tous les départements.
- Soutenir la formation à la lutte contre le racisme et les préjugés pour l'ensemble du personnel et des dirigeants.
- Fixer et rendre compte de cibles claires en matière de diversité pour l'embauche et les promotions.
- Protéger les systèmes de signalement sûrs et renforcer la responsabilité en cas de discrimination.
- Travailler avec les syndicats et les employés pour intégrer l'EDI dans les politiques et la culture du lieu de travail.

Nous nous opposerons à toute tentative visant à faire reculer les progrès de l'EDI.

4. Atténuation des perturbations causées par l'intelligence artificielle grâce au développement des connaissances et au perfectionnement du personnel : L'évolution rapide de l'intelligence artificielle (IA) remodèle les milieux de travail dans tous les secteurs, y compris le secteur public. Si l'IA est susceptible d'améliorer l'efficacité et d'automatiser les tâches routinières, elle présente également des risques importants, notamment la suppression d'emplois et l'érosion des compétences, en plus de soulever des préoccupations éthiques en matière de transparence et de responsabilité. En l'absence de planification proactive des effectifs et d'investissement dans le recyclage, les travailleuses et travailleurs du secteur public risquent de voir leurs postes menacés ou supprimés sans se voir offrir suffisamment de possibilités de développer leurs

compétences. Pour protéger les emplois du secteur public et bien préparer les effectifs à cette réalité, il faut investir de façon ciblée en éducation, offrir des possibilités de perfectionnement et se doter d'une gouvernance responsable de l'IA.

Question : Comment votre parti va-t-il protéger les emplois du secteur public et investir dans la technologie pour gérer les changements causés par l'IA, tout en aidant les travailleuses et travailleurs à s'adapter à l'avenir numérique?

Nous protégerons les emplois du secteur public et aiderons les travailleurs à prospérer dans un avenir numérique. L'IA doit être au service des personnes, et non les remplacer.

Nous plaiderons pour

- Un suivi précoce de l'impact de l'IA pour prévenir les dommages.
- Des règles garantissant que l'IA améliore les services et ne supprime pas d'emplois.
- Une aide au revenu et à la transition pour les personnes touchées par l'automatisation.

Nous soutenons un secteur public centré sur les personnes et prêt à affronter l'avenir.

5. Renforcement et protection des langues officielles du Canada : Le bilinguisme constitue le fondement de l'identité nationale et du cadre de gouvernance du Canada, ce qui permet d'offrir les services gouvernementaux dans les deux langues officielles. Les fonctionnaires du gouvernement fédéral doivent avoir accès à une formation linguistique de qualité et à du soutien pour remplir les exigences de leur poste en matière de bilinguisme. Cependant, de nombreuses personnes en emploi ont de la difficulté à recevoir une formation linguistique adéquate, et la répartition des postes bilingues reste encore inégale dans les ministères. De plus, des préoccupations persistent quant à la protection des droits de la langue française. Le nouveau plan quinquennal du Bureau de la traduction prévoit la suppression de 339 emplois, soit près de 25 % des effectifs. Cette réduction va grandement compromettre la qualité des traductions en forçant les traductrices et traducteurs à travailler en sous-effectif. L'exigence du bilinguisme dans le secteur public fédéral est essentielle pour fournir des services équitables et efficaces à la population canadienne.

Question : Comment votre parti entend-il agir pour renforcer le bilinguisme dans le secteur public fédéral?

Nous veillerons à ce que les services publics soient solides en anglais et en français. Nous protégerons les droits linguistiques des francophones partout au Canada.

Cela signifie

- Investir dans la formation linguistique des travailleurs fédéraux.
- Soutenir l'enseignement du français et l'immigration.

- Protéger les emplois de traducteurs et résister aux coupes budgétaires du Bureau de la traduction.
- Promouvoir l'embauche bilingue et l'accès équitable aux promotions pour les employés francophones.

Le Canada a deux langues officielles. Les services fédéraux doivent en tenir compte.

6. Amélioration de la représentation des peuples autochtones et renforcement des efforts de réconciliation dans le secteur public : La Commission de vérité et réconciliation du Canada a demandé l'adoption de mesures concrètes pour améliorer la représentation et l'inclusion des personnes autochtones dans le secteur public fédéral. Les fonctionnaires autochtones sont toujours victimes de discrimination au travail, rencontrent des obstacles à l'avancement professionnel et font face à un manque de politiques et de mécanismes de soutien adaptés à leur culture. Remédier à cette situation nécessite d'engager de vrais dialogues avec les fonctionnaires et les communautés autochtones, d'adopter des mesures renforcées d'équité en matière d'emploi et de favoriser l'intégration des connaissances et des perspectives autochtones dans les processus décisionnels fédéraux.

Question : Comment votre parti va-t-il favoriser la représentation des personnes autochtones, renforcer les efforts de réconciliation et mettre en œuvre des politiques de travail qui respectent l'exemption des personnes autochtones, aux termes de l'Orientation concernant la présence prescrite au lieu de travail, tout en offrant davantage de soutien et de possibilités aux fonctionnaires autochtones du gouvernement fédéral?

Nous augmenterons la représentation Autochtone et renforcerons la réconciliation dans le secteur public fédéral.

Nous nous engageons à

- Rendre obligatoire la formation aux compétences culturelles des Autochtones.
- Lancer des programmes de recrutement et de formation pour les candidats Autochtones.
- Soutenir des espaces et des réseaux sûrs pour le personnel Autochtone.
- Investir dans l'éducation et le mentorat dirigés par des Autochtones.
- Supprimer les obstacles et suivre les progrès avec des objectifs clairs.
- Soutenir des options de travail flexibles qui respectent les liens des Autochtones avec la terre, la culture et la communauté.

Notre objectif est d'avoir une fonction publique qui reflète le Canada dans toute sa diversité.

7. Lutte contre le racisme systémique et suivi du Recours collectif noir : Des employées et employés fédéraux noirs ont déposé un recours collectif contre le gouvernement fédéral pour dénoncer le racisme systémique et les obstacles persistants à l'avancement professionnel dans le secteur public. Cette poursuite met en évidence des inégalités raciales profondément enracinées et souligne le besoin urgent de réformes structurelles, d'une plus grande responsabilisation et de mesures ciblées contre le racisme. Pour tendre véritablement vers une fonction publique fédérale inclusive et représentative, il faut mettre en place des pratiques de recrutement et de promotion équitables, remédier aux injustices du passé et réaliser des progrès importants dans l'élimination du racisme systémique.

Question : Devant le refus de la Cour fédérale de certifier la demande de recours collectif, quelles mesures votre parti prendra-t-il pour donner suite au Recours collectif noir, mettre en œuvre des initiatives concrètes contre le racisme et garantir des progrès durables dans l'élimination de la discrimination raciale dans le secteur public fédéral?

Nous nous attaquerons au racisme systémique et garantirons des progrès significatifs au sein du secteur public fédéral.

Nous nous engageons à:

- Recruter et retenir davantage de fonctionnaires noirs en éliminant les obstacles à l'embauche.
- Financer des opportunités de mentorat et de développement professionnel pour les employés noirs.
- Rendre obligatoire la formation à la lutte contre le racisme pour l'ensemble du personnel fédéral.
- Garantir une procédure sûre et transparente pour signaler les cas de discrimination et de harcèlement.
- Faire entendre les voix des Noirs dans l'élaboration des politiques et les pratiques sur le lieu de travail.
- Suivre les progrès mesurables grâce à des rapports réguliers et à des mesures de responsabilisation.
- Renforcer la loi sur l'équité en matière d'emploi pour remédier aux inégalités systémiques et promouvoir l'équité.

Nous nous engageons à construire une fonction publique fédérale qui représente véritablement tous les Canadiens.

